

Centrée sur les conseillers à l'emploi, l'enquête montre en définitive combien ceux-ci sont « pris entre la frustration des chômeurs et l'impuissance des politiques publiques » (p. 41). Mais la focalisation assumée sur l'interaction chômeur-conseiller oblitère d'autres acteurs œuvrant à Pôle emploi, pouvant agir tout à la fois comme ressources et comme contraintes dans l'activité de ces professionnels. Il apparaît par exemple légitime de s'interroger sur le rôle de régulation de l'encadrement ou, du moins, sur la perception qu'en ont les conseillers. Les conseillers issus des Assedic sont également absents de l'ouvrage, alors même que, dans la jeune institution qu'est Pôle emploi, ils accompagnent les demandeurs d'emploi au même titre que les conseillers issus de l'ANPE. Il est par ailleurs demandé à tous les conseillers de maîtriser les activités de base autant sur l'indemnisation que sur l'intermédiation. Comment intègrent-ils cet élargissement des tâches sur le champ qui n'était initialement pas le leur ? L'analyse mériterait en somme de prolonger l'approche microsociologique engagée en explorant ces autres interactions, notamment pour éviter au lecteur le risque de se forger une vision en triade « État–Chômeur–Conseiller à l'emploi » qui serait par trop schématique.

Au-delà de ces choix, certainement destinés à renforcer le propos, l'ouvrage est particulièrement clair et didactique. Insistant davantage sur les chômeurs et leur flexibilité, le titre et la quatrième page de couverture ne rendent qu'imparfaitement hommage à l'ample et rigoureuse recherche empirique de L. Lavitry. Celle-ci enrichit significativement les travaux sociologiques, en croisant analyse de l'univers bureaucratique et explication des transformations des politiques publiques.

Ken Fukuhara

*Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (LISE),
UMR 3320 CNRS et CNAM, 2, rue Conté, 75003 Paris, France*

Adresse e-mail : kenfukuhara@me.com

Disponible sur Internet le 12 avril 2016

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2016.03.013>

Éboueurs de Marseille. Entre luttes syndicales et pratiques municipales, P. Godard, A. Donzel. Syllepse, Paris (2014). 232 pp.

Des voyageurs auraient décrit Marseille comme « la ville la plus sale d'Europe » au début du XIX^e siècle (p. 25), et l'étiquette de « ville sale » continue de coller à la cité phocéenne. Ces dernières années, les propos d'édiles désignant les éboueurs comme responsables de cet état ont été largement repris dans la presse locale et nationale. Les grèves et le fini-parti, règle qui permet aux éboueurs affectés à la collecte des ordures de quitter leur poste une fois la tournée de collecte terminée et que l'on retrouve également à Paris, Lyon, Bordeaux et bien d'autres villes, seraient la cause de tous ces maux : les éboueurs, peu préoccupés du bien public, travailleraient trop vite, trop peu et fort mal. Écrit à quatre mains par un syndicaliste — Pierre Godard, éboueur à Marseille pendant 23 ans — et un sociologue — André Donzel, chargé de recherche au CNRS, qui a fait de Marseille son terrain de prédilection —, l'ouvrage, qui relève d'un registre hybride entre étude scientifique et plaidoyer militant, vise à déconstruire ces accusations en s'appuyant sur l'analyse des transformations du service au fil du temps. Les auteurs laissent de côté l'activité quotidienne des éboueurs, dont il est peu question. Ils optent pour une approche originale, étudiant le service de propreté comme l'un des éléments de l'administration municipale, et se concentrent sur les enjeux politiques et les luttes syndicales. En la matière, l'expérience de P. Godard constitue une source de tout premier plan. En outre, les auteurs mobilisent des documents tirés des archives municipales,

départementales et syndicales, et font référence à de nombreux ouvrages sur Marseille ainsi qu'à des articles de la presse locale et nationale.

Le premier chapitre retrace la genèse du livre : l'organisation d'une table ronde sur la propreté urbaine à Marseille à l'initiative de l'intersyndicale des agents territoriaux, en présence des équipes syndicales du public comme du privé, des élus en charge du dossier, des associations de riverains et des commerçants, et à laquelle intervient le sociologue A. Donzel. Les auteurs se lancent ensuite dans une synthèse des travaux sur l'histoire de la propreté à Marseille. Le chapitre 2 porte sur la longue période qui court de l'Antiquité aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, avec un passage assez appuyé sur le XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle. On y retrouve les étapes de l'évolution de la collecte et du traitement des déchets urbains, mises en évidence, notamment par Sabine Barles (2005) ou Catherine De Silguy (1996).

Les chapitres 3 à 9 constituent le cœur de l'ouvrage : ils décortiquent les rouages du « petit système » mis en place par Gaston Defferre dès son élection à la tête de la municipalité en 1953. Avec l'appui du syndicat Force ouvrière (FO), G. Defferre structure, à l'échelle de l'administration municipale tout entière, un système clientéliste d'une longévité exceptionnelle puisqu'il perdure encore aujourd'hui et fut au cœur des débats de la campagne municipale de 2014. Les auteurs montrent en effet que FO bénéficie d'un accès privilégié, voire exclusif, au cabinet du Maire, et que les chefs de ce syndicat ont la mainmise sur les carrières, tentant ainsi de « tenir la base ». Cependant, ni le « petit système », ni la privatisation partielle de la collecte au milieu des années 1980 ne réussissent à endiguer les luttes des personnels municipaux, pas plus que celles des éboueurs des sociétés privées. En effet, l'intérêt de l'ouvrage est de montrer qu'à cette volonté d'assujettissement, les autres organisations syndicales et « la base » répondent de manière répétée, et parfois victorieuse, par des mouvements visant à briser le carcan du « petit système », contre la détérioration des conditions de travail, pour l'élaboration de règles claires — en particulier en matière de progression de carrière pour les agents municipaux — et l'instauration d'un dialogue social pluraliste, notamment depuis le début des années 2000. Si la CGT apparaît, dans les premières années, comme un rempart contre le « petit système », l'arrivée du Parti Communiste au gouvernement en 1981 et surtout à la Mairie en 1983 sonne le glas d'une CGT combative. Au milieu des années 1980, alors que les sacs et paniers dans lesquels sont entreposées les ordures ménagères doivent être remplacés par des conteneurs et que la privatisation partielle de la collecte est en débat, c'est la CFDT qui prend la tête de la mobilisation. Mais la position de la direction de la CFDT dans les conflits nationaux sur les retraites de 1995 et 2003 provoquera le départ de nombreux adhérents vers SUD puis la transformation de la CFDT des territoriaux des Bouches du Rhône en Syndicat Démocratique Unitaire adhérent à la FSU. Cette histoire des organisations syndicales, de leur implication dans les luttes comme dans les débats liés à l'organisation du service de collecte et aux conditions de travail des éboueurs et, plus largement, des agents territoriaux, est aussi celle de Pierre Godard qui n'eut jamais sa carte à FO mais s'investit successivement à la CGT, à la CFDT et enfin à SUD FSU 13.

À cette histoire syndicale et politique s'entremêle celle des « petits » arrangements entre amis et des connivences multiples entre le monde politique, les entreprises privées et, parfois, « le milieu », qui président à l'attribution de marchés de collecte et de traitement des ordures, dont l'« affaire Guérini » est l'un des derniers avatars. Le dernier chapitre est en effet consacré aux tensions autour des modalités de traitement des déchets — incinération ou stockage — et aux difficultés de mise en œuvre de la collecte sélective.

Fins connaisseurs des arcanes marseillais, les auteurs nous livrent une chronique passionnante et très documentée qui tend parfois à surestimer la singularité de la cité phocéenne par manque de mise en perspective, soit avec d'autres villes, soit au niveau national.

Le « petit système » est sans doute une singularité marseillaise et la mobilisation des éboueurs, des cantinières et autres territoriaux pour imposer un pluralisme syndical est, à cet égard, exemplaire. Cependant, l'histoire est racontée du point de vue de Pierre Godard lui-même, au prisme des bifurcations de ses engagements. Aux lecteurs qui souhaiteraient élargir un peu la perspective, on peut signaler la parution récente de l'ouvrage de Cristina Nizzoli (2015), *C'est du propre ! Syndicalisme et travailleurs du « bas de l'échelle » (Marseille et Bologne)*, qui s'intéresse entre autres à l'action de la CGT Propreté de Marseille.

En outre, le fini-parti, la privatisation partielle de la collecte, les difficultés associées à la mise en place du tri des déchets, les conflits autour des installations de traitement ou encore les « affaires » liées à l'attribution des marchés publics de collecte et de traitement des déchets s'observent dans d'autres villes. La mobilisation de sources syndicales, d'enquêtes journalistiques, ou des travaux de sciences sociales qui se sont multipliés ces vingt dernières années sur les déchets, leurs travailleurs et l'espace urbain, aurait permis de sortir Marseille de son irréductibilité, sans en gommer la spécificité.

Ailleurs aussi, le contrôle de l'ordure est affaire de pouvoir.

Références

Barles, S., 2005. *L'invention des déchets urbains. France : 1790-1970*. Champ Vallon, Seyssel.

De Silguy, C., 1996. *Histoire des hommes et de leurs ordures, du Moyen Âge à nos jours*. Le Cherche-Midi, Paris.

Nizzoli, C., 2015. *C'est du propre ! Syndicalisme et travailleurs du « bas de l'échelle » (Marseille et Bologne)*. Presses universitaires de France, Paris.

Delphine Corteel

*Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société (IDHES), UMR 8533
CNRS et ENS Cachan, 61, avenue du Président Wilson, 94235 Cachan Cedex, France*

Adresse e-mail : delphine.corteel@univ-reims.fr

Disponible sur Internet le 13 avril 2016

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2016.03.022>

L'entreprise dans la société. Une question politique, M. Capron, F. Quairel-Lanoizelée. La Découverte, Paris (2015). 280 pp.

Depuis une quinzaine d'années, la notion de « responsabilité sociale des entreprises » (RSE) s'est imposée dans l'univers managérial, non sans susciter certaines interrogations : phénomène de mode vide de sens pour les uns, véritable remise en cause des modèles de production pour les autres, on ne sait pas exactement à quoi la RSE renvoie. Partant de ce constat, des chercheurs issus de différentes disciplines (sciences de gestion, économie, sociologie) se sont attachés à décrire cet objet, à en définir les contours en interrogeant la nature des politiques sociales et/ou environnementales des entreprises, ou à mettre en question sa portée régulatoire. Nombreux sont les travaux qui traitent du « R » de ce sigle, souvent avec un certain désenchantement quant à la promesse de responsabilisation de l'activité économique. Néanmoins, peu de travaux se sont attardés sur la dernière lettre du sigle : le « E » pour « entreprise ».

En effet, l'entreprise n'est pas une entrée évidente pour les sciences sociales. En économie, elle est généralement oubliée dans l'opposition entre organisation et marché. La sociologie lui reconnaît un caractère institutionnel et s'intéresse de plus en plus à elle en tant que processus de coordination. Une partie de la sociologie économique américaine lui préfère souvent, peut-être à